

Groupe Écologiste - Solidarité
et Territoires au Sénat

RAPPORT TRIMESTRIEL

Conseil fédéral des 14-15 juin 2025



Petit tour non exhaustif de l'activité des derniers mois



**GROUPE ÉCOLOGISTE
DU SÉNAT** SOLIDARITÉ
& TERRITOIRES

12 juin 2025



Ghislaine SENÉE et Thomas DOSSUS



Après l'Assemblée, c'était au Sénat d'étudier la taxe Zucman. Pour rappel, cette disposition "anti-abus" propose d'instaurer un impôt plancher de 2 % sur les patrimoines de plus de 100 millions d'euros.



Une simple mesure de justice fiscale qui permet de rectifier un déséquilibre, quand on sait que la classe moyenne paye environ 50% d'impôt contre 27% pour les plus fortunées.

Avec 129 votes POUR et 188 votes CONTRE, le texte essuie un refus.

Malgré une demande très forte de la société civile, c'est une bataille perdue. Mais ce n'est qu'une première étape. Les prochains débats lors du projet de loi de finances 2026 permettront de repenser la question de la taxation des plus grandes fortunes dans un contexte budgétaire où le gouvernement cherche toujours 40 milliards d'euros.

Mathilde OLLIVIER



Autrice de la proposition de loi "**visant à mieux protéger les écosystèmes marins**".

Avec ce texte nous proposons de redonner tout son sens à la protection des aires marines grâce à :

- 1 - 30% d'aires marines protégées dont 10% strictes
- 2 - une transition des flottilles de chalut de fond
- 3 - l'interdiction des bateaux de plus de 25m dans la bande côtière

Malheureusement rejeté en majorité. Alors que le gouvernement fait des grands discours lors du sommet des Nations Unies à Nice, **le signal envoyé par la majorité sénatoriale est catastrophique.** Le combat continue.

CONTRE LES ATTAQUES DE LA DROITE

Depuis plusieurs mois, la droite sénatoriale s'est lancée dans une offensive contre la Constitution. Nous nous sommes mobilisé·es contre plusieurs textes déposés par la droite de l'hémicycle qui posent un problème évident avec notre Constitution.

Nous avons voté CONTRE toutes ces propositions qui discriminent, stigmatisent et mettent en danger nos droits fondamentaux.

TEXTE N°343

« Restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents »

LE GOUVERNEMENT ET UNE PARTIE DE LA DROITE SÉNATORIALE VEULENT CRIMINALISER LES FAMILLES ET RENFORCER LA RÉPRESSION DES MINEURS

TEXTE N°299

« Créer une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales »

LA DROITE VEUT ENCORE S'ATTAQUER AUX PLUS PRÉCAIRES EN LIMITANT L'ACCÈS AUX PRESTATIONS SOCIALES

TEXTE N°192

« Droit de vote par correspondance des personnes détenues »

LA DROITE VEUT SUPPRIMER LE DROIT DE VOTE PAR CORRESPONDANCE POUR LES DÉTENU·ES DES PRISONS

TEXTE N°298

« Faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité »

LA DROITE SOUHAITE PUNIR ET POURSUIVRE UNE POLITIQUE PÉNALE RÉPRESSIVE QUI NE FONCTIONNE PAS



Guy BENARROCHE

En tant que membre de la commission des lois, Guy a été en première ligne pour défendre les positions écologistes contre ces textes liberticides.

Et notamment sur la **PPL délinquance des mineurs** : chef de file pour le groupe, Guy a marqué l'opposition à un texte d'affichage politique, une énième PPL sur une thématique sécuritaire soutenue par le gouvernement.

Une loi mal écrite, ne bénéficiant pas d'étude d'impact, et qui n'est elle aussi pas financée.

**FACILITER LE MAINTIEN EN
RÉTENTION DES PERSONNES
CONDAMNÉES**



Contre le droit
européen



**UNE CONDITION DE DURÉE DE
RÉSIDENCE POUR LE VERSEMENT
DES PRESTATIONS SOCIALES**



Contre les libertés et
droits fondamentaux



**SUPPRIMER LE DROIT DE
VOTE PAR CORRESPONDANCE
DES PERSONNES DÉTENUES**



Contre le droit
de vote



**RESTAURER L'AUTORITÉ DE
LA JUSTICE À L'ÉGARD DES
MINEURS DELINQUANTS ET
DE LEURS PARENTS**



Contre la justice
pénale des mineurs



**RENFORCER LES CONDITIONS
D'ACCÈS À LA NATIONALITÉ
FRANÇAISE À MAYOTTE**



Contre le droit
du sol



GROUPE ÉCOLOGISTE DU SÉNAT
SOLIDARITÉ & TERRITOIRES

TEXTES SUR MAYOTTE

Depuis le passage du cyclone Chido qui a tout ravagé sur l'île, nous avons exprimé le point de vue écologiste sur la gestion de la situation à travers plusieurs textes débattus.

Akli MELLOULI et Antoinette GUHL



Mobilisation sur les projets de loi Urgence Mayotte et Refondation Mayotte.

Nous avons voté CONTRE le projet de loi de « Refondation de Mayotte » dont le contenu n'avait malheureusement rien à voir avec la refondation nécessaire de Mayotte.



Cette loi contrevenait aux principes de la République. Ce texte ne répond ni aux principes de la République, ni au développement digne auxquels les Mahorais-es devraient avoir droit. **On ne refonde pas un territoire avec des centres de rétention et des exonérations fiscales.** On le refonde avec de la justice, de l'égalité, de la dignité. Ce texte n'apportait malheureusement rien en la matière.

Raymonde PONCET MONGE



Dépôt d'amendements sur le PJJ Refondation de Mayotte concernant les articles traités par la commission des affaires sociales.

Dénonciation des délais excessifs pour la convergence de certaines prestations sociales (avec l'Hexagone) : prestations de solidarité, AAH et RSA. Les prestations familiales sont carrément exclues, entorse manifeste au principe républicain d'égalité des droits sociaux. **Bataille également contre la mesure visant à exclure l'AME de la convergence sociale.**

Mélanie VOGEL



Mobilisation contre la proposition de loi des Républicains renforçant les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte. Encore un texte mettant en place une politique d'exception. Il crée une brèche dans les principes républicains sous couvert de la lutte contre l'immigration. Votre contre.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Chaque mercredi après-midi, lors de la session des questions au gouvernement (QAG), notre groupe a l'occasion de poser une question.

Cliquez sur la date de la QAG pour voir la vidéo sur Youtube



Yannick JADOT

Mercredi 22 janvier

Question au ministre de la Transition écologique sur les coupes budgétaires affectant l'écologie et la recherche, et dénonciation de la **sortie progressive de l'Accord de Paris par le gouvernement** à travers la réduction des moyens des agences publiques.



Guillaume GONTARD

Mercredi 29 janvier

Question au ministre de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique **sur l'absence de plan clair pour la réindustrialisation**, la sauvegarde des secteurs stratégiques (nucléaire, aérospatial, défense), et dénonciation de la priorité accordée aux dividendes du CAC40 (100 milliards reversés) plutôt qu'à l'effort industriel et à la protection de la souveraineté nationale.



Antoinette GUHL

Mercredi 5 février

Question au ministre de la Santé et de l'accès aux soins sur le scandale **Nestlé Waters** et dénonciation de l'influence des multinationales sur l'État, mettant en péril la sécurité sanitaire, l'intérêt général et la confiance des Français-es.



Ghislaine SENÉE

Mercredi 12 février

Question à la ministre déléguée chargée de l'Intelligence artificielle et du Numérique sur **l'absence d'un cadre garantissant la protection des citoyen·nes et des services publics face au développement de l'IA**, et dénonciation de la priorité accordée aux intérêts commerciaux au détriment de la sécurité, de la transparence et de la souveraineté numérique.



Jacques FERNIQUE

Mercredi 19 février

Question à la ministre de la Transition écologique sur la démission du secrétaire général à la planification écologique et **les reculs visibles du gouvernement en matière de planification écologique**, et dénonciation de la réduction des moyens dédiés à la rénovation thermique, à la décarbonation des transports et au financement des agences publiques, au mépris des engagements de la France en matière de politique verte.



Grégory BLANC

Mercredi 5 mars

Question à la ministre du Travail et de l'Emploi sur la **fermeture des usines Michelin à Cholet et Vannes**, et dénonciation de l'absence de compensation adaptée malgré des bénéfices records et des dividendes exceptionnels, jetant les salarié·es dans la précarité sans protection juste.



Mélanie VOGEL

Mercredi 12 mars

Question au ministre des Finances sur la politique du gouvernement **pour financer l'effort de défense** et dénoncer la volonté affichée par des membres du socle commun de vouloir faire peser cette charge sur l'ensemble des Français-es plutôt que sur les plus riches.



Raymonde PONCET MONGE

Mercredi 19 mars

Question à la ministre chargée du Travail et de l'Emploi sur **l'instrumentalisation du "conclave" réformant l'âge de départ à la retraite** – dénonciation de la fermeture du débat social, du sabotage des projections financières sur la pénibilité, l'emploi des seniors et des carrières féminines, et de l'imposition par l'exécutif des orientations visant à forcer le passage sans contrôle parlementaire.



Mathilde OLLIVIER

Mercredi 26 mars

Question à la ministre de la Mer sur la **protection des écosystèmes marins et dénonciation de l'absence de mesures fortes** pour lutter contre la pollution, de la baisse des moyens alloués aux missions de surveillance et de préservation, et du manque de soutien aux acteurs de la protection du littoral.



Monique DE MARCO

Mercredi 2 avril

Question à la ministre de la Culture et de l'Information sur **la réforme de l'audiovisuel public et dénonciation du risque de privatisation rampante**, de la dégradation des conditions de travail des journalistes et du renforcement des pouvoirs des magnats des médias au détriment du pluralisme et de l'intérêt général.



Akli MELLOULI

Mercredi 9 avril

Question au ministre de l'Europe et des Affaires étrangères **sur la situation humanitaire dramatique à Gaza**, et dénonciation de l'absence de reconnaissance de l'État de Palestine, de l'insuffisance des corridors humanitaires et du silence complice de la communauté internationale face aux souffrances de la population.



Guillaume GONTARD

Mercredi 30 avril

Question au Premier ministre sur **l'assassinat islamophobe d'Aboubakar Cissé dans une mosquée**, et dénonciation de l'instrumentalisation de la laïcité ainsi que de l'inaction face à la montée de l'islamophobie au sein du gouvernement et dans les institutions publiques.



Anne SOUYRIS

Mercredi 7 mai

Question au ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur l'initiative **«Choose Europe for Science» et dénonciation de l'insuffisance de soutien aux sciences sociales**, alors que les 100 M€ annoncés restent dérisoires au regard des besoins, mettant en péril la liberté académique, la diversité disciplinaire et le maintien des agences publiques de recherche.



Jacques FERNIQUE

Mercredi 14 mai

Question à la ministre de la Transition écologique sur la **contamination aux PFAS dans l'eau potable du Haut-Rhin**, et dénonciation de l'absence de plan de financement clair pour la dépollution, imposant les coûts sur les collectivités sans faire payer les pollueurs identifiés (aéroport de Bâle-Mulhouse notamment).



Antoinette GUHL

Mercredi 21 mai

Question à la ministre déléguée chargée du Commerce, de l'Artisanat, des PME et de l'Économie sociale et solidaire **sur le scandale Nestlé Waters : dénonciation de la fabrique du doute orchestrée par l'industriel**, de la complicité des autorités, de l'opacité totale et du mépris de la santé publique, de la ressource en eau et de l'intérêt général.



Daniel SALMON

Mercredi 28 mai

Question à la ministre de la Transition écologique **sur la proposition de loi Duplomb** : dénonciation de l'instrumentalisation du débat démocratique en CMP, de la subordination de la santé publique et de la biodiversité aux intérêts économiques, et de l'absence de financement des alternatives écologiques.



Ronan DANTEC

Mercredi 4 juin

Question au ministre de l'Économie sur le **désengagement brutal du gouvernement dans le financement de la transition écologique** (suspension de MaPrimeRénov', réduction des aides à l'électromobilité, etc.); dénonciation de la rupture entre les choix économiques opérés et les engagements environnementaux de la France, au risque de compromettre la décarbonation et la santé des citoyen·nes.



Guy BENARROCHE

Mercredi 11 juin

Question au ministre des Armées **sur les ventes de composants d'armes françaises détectés à destination d'Israël**, et dénonciation de l'absence de transparence, de la désinformation gouvernementale, et de la responsabilité de la France dans les éventuelles complicités avec les massacres à Gaza.

PROPOSITIONS DE LOI ET COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Une rubrique dédiée aux différentes propositions de loi (PPL) écrites et proposées par le groupe, ainsi qu'aux commissions d'enquêtes.



Monique DE MARCO

Dépôt d'une proposition de loi pour **garantir la continuité de revenu des artistes-auteurs** et renforcer leur protection sociale.



Grégory BLANC

Vice-président de la commission d'enquête sur la délinquance financière, lancée pour **lutter contre la délinquance financière**, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales.

Rapport publié prochainement.



Antoinette GUHL

Vice-présidente de la commission d'enquête sur les eaux en bouteille qui a fait beaucoup parler d'elle.

Elle y a notamment dénoncé l'attitude des dirigeants de Nestlé Waters lors des auditions.

Lien vers le replay de la conférence de presse :
<https://www.youtube.com/watch?v=RndCAAtNcCcw>

CONTRE LES RECULS ÉCOLOGIQUES

Ces derniers mois, le Sénat a été le théâtre de nombreux reculs écologiques contre lesquels nous nous sommes mobilisé-es.



Daniel SALMON

Mobilisation de tous les instants contre la Loi Duplomb, une loi pro pesticides, privatisation de l'eau, mise en danger de la santé publique, fin des zones humides, autorisation des néonicotinoïdes...

Nous avons défendu un autre modèle !



Ronan DANTEC

Sur la PPL Trajectoire de Réduction de l'Artificialisation Concertée avec les Élus locaux - dite ZAN 3 : chef de file pour le GEST. Conférence de presse avec d'autres membres du groupe et dépôt d'amendements pour alerter et éviter le détricotage du ZAN.

Sur le texte de réautorisation de l'A69 : chef de file pour le GEST. Amendement supprimant l'article unique ; amendement de repli renommant la PPL "Proposition de loi visant à empiéter sur la compétence du juge administratif pour se prononcer sur la raison impérieuse d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse". **Texte malheureusement adopté malgré notre mobilisation.**



Yannick JADOT

Chef de file pour le groupe sur les PPL facilitant la rénovation du bâti ancien et encadrant la rénovation thermique dans les copropriétés.

EN SÉANCE

Nos positions sur différents textes qui ont rythmé ces derniers mois.



Jacques FERNIQUE

Chef de file du groupe sur la **PPL Fast fashion**.
Travail et amendements déposés après discussions et auditions de la coalition Stop Fast fashion.

Ce vote est une première étape positive grâce à deux leviers essentiels : l'éco-modulation et l'interdiction de la publicité. Néanmoins, nous regrettons que le texte ne vise que la mode "ultra express", exemptant donc la fast fashion européenne ou française.



Mathilde OLLIVIER

PPL Laïcité dans le sport, vote contre ce texte qui vise et stigmatise les femmes de confession musulmane.

PPL Sport professionnel, vote POUR et nous avons déposé plusieurs amendements qui demandaient notamment plus de place dans les décisions pour les associations de lutte contre les discriminations et les associations de supporters.



Anne SOUYRIS

Travail sur la **PPL Améliorer l'accès aux soins dans les territoires**. En lien avec la commission Santé des Écologistes, défense d'une régulation à l'installation des médecins bien construite et adoption d'un amendement pour empêcher le contournement du dispositif par les médecins salariés.

EN SÉANCE



Thomas DOSSUS

Thomas a écrit et déposé une PPL pour rééquilibrer le nombre d'élu-es par arrondissement à Lyon qui n'a pas bougé depuis 1982.

Il a proposé ces dispositions dans le cadre du débat sur le texte Paris - Lyon - Marseille contre lequel nous nous sommes mobilisé-es.

Lors de l'examen de ce texte, il a notamment souhaité sortir la ville de Lyon du dispositif, car elle ne peut pas organiser les trois scrutins simultanés prévus par la proposition de loi.

PPL Fast fashion : Thomas a déposé plusieurs amendements pour renforcer les interdictions de publicité car c'est là que se créent les comportements d'achat, surtout chez les plus jeunes.

PPL Sport professionnel : co-chef de file avec Mathilde Ollivier, dépôt d'un amendement pour assouplir les interdictions collectives de déplacement des supporters.

Loi Paris - Lyon - Marseille (PLM)



Mobilisation du groupe contre la loi Paris-Lyon-Marseille.

Pour voir le replay de l'explication de vote par Guy Benarroche :
https://youtu.be/GSXg5_uYAVo?si=KoW4SGHvWRtAM7d6

MOBILISATIONS

Un tour d'horizon des différentes mobilisations du groupe, que ce soit des déplacements, prises de position sur des thématiques, actualités, etc.

Monique DE MARCO



Demande de la fermeture de l'établissement Bétharram et demande d'un moratoire sur les fermetures de classes à Elisabeth Borne.

Raymonde PONCET MONGE



&

Akli MELLOULI



Mobilisation en faveur de la reconnaissance de l'Etat de Palestine.

Accueil au Sénat du collectif *Hungry for Palestine*, en grève de la faim pour alerter sur la situation à Gaza. Organisation d'une conférence de presse sur leur grève de la faim pour protester contre le non-respect du droit international dans la bande de Gaza.

Raymonde a également initié une tribune signée par 8000 personnes dans Le Monde :

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/05/15/la-reconnaissance-de-l-etat-de-palestine-par-la-france-est-desormais-une-urgence_6606141_3232.html

ÉVÉNEMENTS



Anne SOUYRIS

Colloque pour une nouvelle politique sanitaire des drogues.

Anne a organisé un colloque qui a traité notamment de l'avenir des Haltes Soins Addictions (HSA), de la dépénalisation de l'usage de drogues et de la légalisation du cannabis.



Mathilde OLLIVIER

Colloque sur les JO2030 dans les Alpes.

Avec la participation de Guillaume Gontard et Thomas Dossus.



Guillaume GONTARD

Colloque au Sénat sur l'agriculture bio (avec Daniel Salmon) et déplacement dans le Trièves sur le même sujet avec Daniel Salmon et Marie Pochon.



Antoinette GUHL

Colloque sur le mal-logement des jeunes. Les prix des loyers explosent, les logements se font de plus en plus rares, la précarité des jeunes s'accroît. Idées : créer une allocation d'autonomie universelle et relancer la garantie universelle des loyers mise en place par la loi ALUR de Cécile Duflot.



Grégory BLANC

Police municipale : organisation d'un colloque sur le rôle de la police municipale en circonscription pour être force de proposition lors du Beauvau de la Sécurité.

AUTRES



Mélanie VOGEL

Mélanie a participé le 3 juin avec Marine Tondelier et Cyrielle Chatelain au **rendez-vous avec François Bayrou au sujet de la proportionnelle**. Elle a pu y rappeler les critères d'acceptation pour les écologistes : simplicité, représentativité fidèle des opinions, pas de changement constitutionnel, représentativité des territoires. Rappel également de la PPL proportionnelle régionale mise sur la table par les écologistes au Sénat. Replay sur Youtube : <https://youtu.be/4EAHpp4Q4WQ?si=HpyoZeHKB8lxwCEU>



Yannick JADOT

Relaxe ! Dans le cadre du **procès intenté par TotalEnergies pour diffamation publique** contre lui, et au moment des faits reprochés, candidat à l'élection présidentielle, **le tribunal a prononcé la relaxe**. Le groupe Écologiste - Solidarité et Territoires au Sénat s'en félicite !



Daniel SALMON

Co-rapporteur du rapport sur « L'agriculture face au réchauffement climatique et aux pertes de biodiversité : les apports de la science » (présenté en avril).



Ghislaine SENÉE

Co-rapporteuse de la mission d'information sur **l'Intelligence Artificielle dans les collectivités** : rapport remis à la ministre Gatel, pour fixer un cadre à l'usage de l'IA dans les collectivités, préserver les emplois publics et utiliser l'IA en prenant en compte l'impact climatique.



Grégory BLANC

Climat et médias : lancement d'un groupe de suivi transparent au Sénat sur les questions de **désinformations liées au changement climatique dans les médias**.

À VENIR :



Raymonde PONCET MONGE

À venir le PLACSS (projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale) sur lequel Raymonde sera très mobilisée.



Mélanie VOGEL

Un projet de loi "Françaises de l'étranger" en cours de préparation avec le ministre : rappel des priorités (accès au compte bancaire, CFE). Travail commun avec Mathilde Ollivier.

Loi sur le consentement : après l'Assemblée, passage en séance au Sénat du texte Garin-Riotton le 18 juin (déjà adoptée par l'AN) visant à modifier la définition pénale du viol.



Anne SOUYRIS

Mission d'information sur les opioïdes : co-rapporteuse, Anne a mené une série d'auditions et prépare le rapport de la mission, qui appellera à pérenniser les haltes soins addictions.



Mathilde OLLIVIER

Cheffe de file sur le texte JO 2030. Début du travail avec l'ensemble du groupe sur le projet de loi pour l'organisation des JO dans les Alpes.



Daniel SALMON

La commission mixte paritaire sur la loi Duplomb aura lieu le 30 juin. Le Sénat votera sur les conclusions le 2 juillet et l'Assemblée le 7.

Si la loi est adoptée, nous déposerons un recours au Conseil constitutionnel. Grosse mobilisation nationale le 29 juin à l'initiative des associations et syndicats.